Guinée-Bissau : la junte sous pression cède aux exigences de la Cedeao

@rib News, 28/04/2012 - Source AFPA 48 heures de l'expiration d'un ultimatum des chefs d'Etat ouest-africains, la junte, qui a pris le pouvoir en GuinÃ©e Bissau, a acceptÃ© vendredi les exigences de la CommunautÃ© Ã©conomique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sur la durÃ©e de la transition, l'envoi d'une force militaire et la libÃ©ration des dirigeants incarcÃ©rÃ©s.Le prÃ©sident intÃ©rimaire renversÃ© Raimundo Pereira et l'ex-Premier ministre Carlos Gomes Junior arrÃªtÃ©s au moment du putsch du 12 avril et dÃ©tenus depuis, sont arrivÃ©s dans la soirÃ©e Ã Abidjan.
Selon des sources Ã Bissau, les deux hommes Ã©taient accompagnÃ©s par une dÃ©lÃ©gation de la CEDEAO qui s'Ã©tait ren plus tÃ´t dans la capitale bissau-guinÃ©enne.Pendant plusieurs heures, la dÃ©lÃ©gation, composÃ©e de plusieurs chefs d'Ã©ta major de la rÃ©gion, s'Ã©tait entretenue Ã huis clos Ã l'aÃ©roport de Bissau avec leur homologue Antonio Indjai, restÃ© invisib depuis le putsch mais ouvertement soupÃ§onnÃ© par l'ancien pouvoir d'en avoir Ã©tÃ© le cerveau.A l'issue de la rencontre, le porte-parole de la junte le lieutenant Naba Na Walna a annoncÃ© un accord sur une transition de douze mois, au lieu des deux ans initialement prÃ©vus, ainsi que le dÃ©ploiement d'une force militaire ouest-africaine, qui devrait compter entre 500 et 600 hommes.Jeudi, les chefs d'Etat de la CEDEAO avaient donnÃ© 72 heures Ã la junte pour se plier Ã leurs dÃ©cisions en vue d'un retour Ã l'ordre constitutionnel, faute de quoi seraient imposÃ©es des sanctions individuelles mais aussi diplomatiques et Ã©conomiques contre la GuinÃ©e-Bissau.Â«Â Nous avons rÃ©ussi Ã nous faire entendre de la CEDEAO qui envoyer dÃ¨s demain (samedi) une Ã©quipe technique pour mettre la derniÃ¨re main aux modalitÃ©s pratiques du dÃ©ploiement de la force rÃ©gionaleÂ Â», a dÃ©clarÃ© le lieutenant-colonel Na Walna au cours d'une confÃ©rence de presse. Ã©galement assurÃ© que le Â«Â retour du pouvoir aux civils Ã©tait en bonne voieÂ Â» car, a-t-il dit, Â«Â la place des militaires dans les casernesÂ Â».Le futur gouvernement de transition Â«Â sera un gouvernement de technocrates et de personnalitÃ©s neutres qui auront pour mission de gÃ©rer la transition pour douze moisÂ Â», a-t-il ajoutÃ©.Selon lui, les discussions avec la dÃ©lÃ©gation ouest-africaine ont aussi portÃ© sur Â«Â la mise en place d'un mÃ©canisme de contrÃ´le et de combat au narcotraficÂ Â» qui, a-t-il dit, est une Â«Â prÃ©occupation des chefs d'EtatÂ Â».MinÃ©e par une instabilitÃ© chronique, la GuinÃ Bissau est devenue ces derniÃ¨res annÃ©es la plaque-tournante du trafic de cocaÃ¯ne entre AmÃ©rique du Sud et Europe, avec la complicitÃ© souvent dÃ©noncÃ©e de la haute hiÃ©rarchie militaire et de certains responsables politiques.Le coup d'Eta du 12 avril Ã©tait intervenu entre les deux tours de l'Ã©lection prÃ©sidentielle, dont l'ex-chef de gouvernement Gomes Junior Ã©tait le grand favori. Le 2Ã¨me tour Ã©tait prÃ©vu le 29 avril, mais les opposants avaient dÃ©cidÃ© de le boycotter, invoquant des Â«Â fraudes massivesÂ Â».Pendant dix jours, les putschistes et partis de l'ex-opposition ont tentÃ© d'imposer une solution de transition, faisant la part belle aux anciens opposants.Ils avaient dÃ» reculer face aux condamnations unanimes de la communautÃ© internationale et les menaces de sanctions de l'Union africaine, de l'Union europÃ©enne et des Nations Unies.Selon les conclusions du sommet de la CEDEAO, un contingent de Â«Â cinq cents Ã six cents hommesÂ Â», fournis par au moins quatre pays (Nigeria, Togo, CÃ´te d'Ivoire et SÃ©nÃ©gal), devrait Ãªtre rapidement dÃ©ployÃ© en GuinÃ©e-Bissau.L'objectif est de faciliter le retrait de la mission militaire angolaise prÃ©sente depuis 2011 et contestÃ©e par l'Ã©tat-major bissau-guinÃ©en, et d'Â«Â assister la sÃ©curisation du processus de transitionÂ Â» qui doit s'achever par des Ã©lections dans un an.